

LIBRARY

COMITEXTIL

Comité de Coordination des Industries Textiles
de la Communauté Economique Européenne

Coördinatiecomité van de Textielnijverheid
van de Europese Economische Gemeenschap

Comitato di Coordinamento delle Industrie Tessili
della Comunità Economica Europea

Koordinationskomitee der Textilindustrien
der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft

Coordination committee for the Textile Industries
in the European Economic Community

Koordinationskomité for Textilindustrierne
i Det europeiske økonomiske Fællesskab

BULLETIN 77/2

Aux lecteurs,

L' ENTREPRISE PRIVEE DANS L' ENVIRONNEMENT
D' AUJOURD' HUI.

Notre étude globale périodique sur "l' Industrie textile européenne et son Environnement mondial" fera l'objet du Bulletin n° 77/3., dont la livraison a été légèrement retardée par les contraintes de l'assemblée générale annuelle de Comitextil.

Le mandat de Mr J.A. Clough prenant fin statutairement à cette occasion, c'est une personnalité belge, également de premier plan, M. Marc SANTENS, qui accède à la Présidence de Comitextil. Le groupe Santens, dont il est président, est réputé non seulement pour son importance dans l'industrie textile — mais aussi actif dans d'autres secteurs, tels que l'engineering notamment. L'expérience de cet industriel textile, qui assume, en outre, de nombreuses responsabilités à la tête de Chambre de Commerce, banques, et organismes socio-économiques, le qualifiait particulièrement pour s'exprimer sur un sujet très actuel, dans l'exposé qu'il a prononcé le mois dernier, et que nous reproduisons en 1ère partie de ce Bulletin.

La RECHERCHE TECHNOLOGIQUE DANS L' INDUSTRIE
TEXTILE DE LA C E E .

La "stratégie" définie par les Industries européennes du Textile et de l' Habillement comporte entre autres nombreux objectifs (Bulletin 76/6) celui-ci :

"Intensifier une politique active d'incitation à la recherche collective textile, prenant largement en considération les soucis du consommateur, l'environnement et l'économie communautaire dans son ensemble."

On trouvera, en 2ème partie, le texte de la Communication officielle qui vient d'être faite, dans ce domaine, par la Commission des Communautés européennes. Il s'agit d'un premier programme communautaire expérimental et son envergure, encore modeste, est justifiée par le fait que notre industrie joue, à cet égard, sur le plan de la Communauté, un rôle de pionnier. Un second programme est en voie d'élaboration. Il couvrira un plus grand nombre de thèmes, et s'étendra à plusieurs activités spécifiques de nos diverses branches d'industries textiles.

To our readers

PRIVATE TEXTILE ENTERPRISE AND TODAY's ENVIRONMENT.

Our global periodical survey on "European Textile Industry and its World Environment" will be the subject matter of Bulletin nr 77/3, the delivery of which was somewhat delayed because of Comitextil's annual General Assembly.

Mr. J.A. Clough's mandate will, in accordance with the statutes, end on that occasion. A first-rank belgian personality, Mr. Marc Santens, will accede to the Presidency of Comitextil. The Santens Group, of which he is President, is well-known not only because of its importance in the textile industry but also because of its activities in other sectors such as engineering for instance. The experience of this textile industrialist who also has many responsibilities at the head of the Chamber of Commerce, banks and socio-economic bodies, especially qualified him to speak of a very up-to-date subject in the statement he delivered last month and which you will find in the first part of this Bulletin.

TECHNOLOGICAL RESEARCH AND THE EEC's TEXTILE
INDUSTRY.

The "Strategy" which was determined by the European Industries of Textile and Clothing involves among other numerous objectives (Bulletin 76/6), the following :

"To intensify an active policy of encouragement of textile collective research, widely taking into account the consumer's wishes, environment and the Community economy as a whole".

Hereafter, you will find the wording of the official communication which has just been made in this respect by the Commission of the European Communities. It concerns a first community experimental programme; its scope which is still rather modest is justified by the fact that, in this respect, at community level, our Industry still is a pioneer. A second programme is being drawn up. It will cover more topics and will extend to several specific activities of our various branches of textile industries.

C O M I T E X T I L

24, rue Montoyer - 1040 BRUXELLES

**L' ENTREPRISE PRIVEE DANS L' ENVIRONNEMENT
D' AUJOURD' HUI**

Par M. Marc SANTENS

**PRIVATE TEXTILE ENTERPRISE AND TODAY's
ENVIRONMENT**

By M. Marc SANTENS



L'ENTREPRISE PRIVEE DANS L'ENVIRONNEMENT
D'AUJOURD'HUI, par M. Marc SANTENS

Au cours des 20 dernières années, l'entreprise privée a pu se développer dans un système d'économie de marché libérale.

Les résultats obtenus au cours de cette période ont eu des répercussions sur le plan tant social que purement économique. Dans son discours à l'occasion de la commémoration du 100e anniversaire de la naissance de M. Lieven Gevaert, le professeur Eyskens a défini ainsi les buts économiques d'un Etat moderne :

1. Promotion d'une croissance maximale, ce qui signifie atteindre un revenu national maximum
2. Réalisation du plein emploi
3. Stabilisation du niveau des prix
4. Maintien de l'équilibre de la balance des paiements
5. Une répartition équitable du revenu national entre toutes les classes sociales.

On a un jour appelé cela le pentagone magique. Réaliser ces objectifs simultanément ne semble pas si simple. En tout cas, on a établi comme primordial dans la période écoulée :

- forte croissance
- plein emploi
- stabilité raisonnable.

C'est dans ce climat que l'entreprise privée a travaillé, sous la conduite et avec le soutien des autorités. Il est bon d'éclairer ces résultats par quelques chiffres. Les chiffres qui suivent sont extraits des "Communiqués de l'Académie royale des Sciences", publiés par le professeur G. Eyskens en 1976 :

- Le PNB à prix constants en Belgique est passé de 1914 à 1974 de 58.000 FB à 215.000 FB, soit une multiplication par 3,7. Rien qu'au cours des 20 dernières années il s'est multiplié par 2,36. En 1972, notre pays occupait la neuvième place du classement de 189 pays.

La croissance réelle moyenne en % était :

de '54 à '59 : 2,75 %
de '60 à '69 : 5,14 %
de '70 à '74 : 5,34 %

Ce dernier chiffre place la Belgique au-dessus de tous les pays industrialisés; seul le Japon la dépasse avec 5,88 %

Cette période est, à mon sens, extraordinairement importante dans le cadre de cet exposé, car durant cette même période les conditions dans lesquelles doit travailler l'entreprise privée se sont mises à changer très rapidement.

Que la croissance économique ci-dessus soit allée de pair avec une augmentation substantielle de la prospérité est plus qu'évident. En effet, notre pays, qui n'a pas de matières premières ni de sources d'énergie, ne peut accroître sa prospérité que par l'exportation.

Jusqu'en 1950, notre position concurrentielle sur les marchés intérieurs se défendait par des salaires relativement bas.

PRIVATE ENTERPRISE AND TODAY'S ENVIRONMENT
by M. Marc SANTENS.

In the course of the last 20 years, private enterprise was able to develop into a system of free market economy.

The results that were obtained during that period had repercussions both at the social level and at the purely economic level. In his speech on the occasion of the commemoration of the 100th anniversary of Mr. Lieven Gevaert's birth, Professor Eyskens defined the economic aims of a modern State as follows :

1. Promoting maximum growth, and thus attaining a maximum national income
2. Attaining full employment
3. Stabilization of the price level
4. Maintaining the equilibrium of the balance of payments
5. A fair distribution of the national income between all classes of society.

That was once called the magical pentagon. To attain all those aims simultaneously does not seem to be that simple. In any case, during the period that has elapsed, the following were considered as being of prime importance :

- strong growth
- full employment
- adequate stability

It is in that atmosphere that private enterprise has worked under the guidance of the authorities and with their support. It would be advisable to make these results clear by giving a few figures. The figures hereunder are taken from the "Communiqués of the Royal Science Academy", published by Professor G. Eyskens in 1976.

- In Belgium, the G.N.P. at unchanging prices increased from 58,000 BF to 215,000 BF between 1914 and 1974, it was thus multiplied by 3.7. Alone in the course of the past 20 years, it was multiplied by 2.36. In 1972, our country was ranking 9th best amongst 189 countries.

The real average growth in % was :

from 54 to 59 : 2.75 %
from 60 to 69 : 5.14 %
from 70 to 74 : 5.34 %

With this last figure, Belgium outdistances all industrialized countries, except Japan whose average real growth is 5.88 %.

I believe that, within the framework of this speech, that period is extremely important as it was the time when the conditions in which private enterprise had to work started to change very quickly.

It is more than evident that the economic growth mentioned hereabove could be coupled with an important increase in prosperity. Indeed, our country which does not have any raw materials or sources of energy can only increase its prosperity thanks to exports.

Until 1950, our competitiveness on the domestic markets could be upheld thanks to relatively low wages. An

Un énorme effort technologique, une direction des affaires moderne, de nouvelles industries, un élargissement graduel de la dimension, une qualification plus élevée de la main-d'œuvre, nous ont permis d'augmenter toujours nos exportations mais aussi les salaires qui sont devenus en 1974 les plus élevés d'Europe, voire du monde.

Outre les salaires, les conditions de travail se sont considérablement améliorées :

- semaine de cinq jours
- durée du travail de 2350 heures par an à 1900 et moins (sur 8760, soit environ 20 %)
- instauration de la sécurité sociale qui a sans conteste contribué à une meilleure répartition du bien-être (500 milliards en 1975)
- 55 % de logements particuliers.

Si nous revenons aux objectifs économiques, il est clair que l'entreprise était et est un instrument qui permet à l'Etat d'atteindre ces objectifs.

Au cours de cette période, en Belgique comme dans tous les pays occidentaux, nous sommes passés d'une économie de marché à une économie mixte, caractérisée par le développement des interventions des pouvoirs publics. Ceux-ci ne sont cependant pas les seuls à avoir contribué au changement de l'environnement; des dizaines d'autres facteurs ont émergé durant cette croissance de la prospérité et du bien-être jusqu'alors inconnue.

Si nous reposons la question "qu'est-ce qu'entreprendre?", nous pouvons formuler la réponse qui suit :

- D'un point de vue technique et purement économique, rassembler des ressources limitées pour produire des biens et des services qui satisfont les besoins du marché.

Bien que cette définition soit strictement statique, elle contient tous les éléments qui donnent lieu à la dynamique de l'environnement où se déroule le processus économique.

L'expansion croissante a été la première occasion de critiquer l'utilisation de ressources limitées. La croissance a conduit à la société de consommation

- qui produit des biens dont le marché n'a pas besoin
- les matières premières qui sont limitées. Selon le premier rapport du Club de Rome l'on va tout droit à la catastrophe :
 - épuisement des matières premières
 - épuisement du sol
 - la pollution de l'environnement.

L'accroissement de la prospérité a provoqué d'autres aspirations chez les travailleurs et les prêteurs de fonds.

Tous ces éléments donnent une vision plus dynamique de l'entreprise :

- dans l'économie de marché existe la concurrence
- la situation extérieure influence les ressources
- les fournisseurs de ces moyens, travail, capital, espace, placent dans l'entreprise des attentes qui évoluent.

Combiner ces éléments — la tâche du manager — demande aussi une action nouvelle et originale.

enormous technological effort, modern management, new industries, a gradual enlargement of dimensions, better qualified labour, enabled us to steadily increase our exports, but also wages which, in 1974, had become the highest wages in Europe if not in the world.

Besides wages, working conditions have also considerably improved :

- 5-day week
- duration of work : between 2,350 hours and 1900 hours per year, and even less (from a total of 8,760 hours, thus about 20 %)
- setting up of social security which indisputably contributed to a better distribution of welfare (500 milliards in 1975)
- 55 % of private housing.

If we come back to the economic objectives, it is obvious that enterprise was and is an instrument which enables the State to attain those objectives.

During that period, in Belgium like in all western countries, we went over from a market economy to a mixed economy, which is characterized by the development of interventions by public authorities. However, they are not the only ones who contributed in the change of the environment; dozens of other factors also came up during this period of growth of prosperity and welfare — a growth that had been unknown to that day.

If we ask again the question "what does to undertake mean", we may give the following answer :

- From a technical and strictly economic point of view, this means to gather limited resources together in order to produce goods and services to satisfy the needs of the market.

Although this definition is strictly static, it contains all the elements which give rise to the dynamics of the environment where the economic process is taking place.

The growing expansion gave the first opportunity to criticize the use of limited resources. Growth led to the consumer society :

- which produces goods the market does not need
- raw materials which are limited. According to the first report of the Club of Rome, we are heading right to a catastrophe :
 - depletion of raw materials
 - ground depletion.
 - pollution of the environment.

The growth of prosperity gave rise to other aspirations among workers and lenders of funds.

All those elements give a more dynamic image of enterprise :

- competition exists in market economy
- the external situation influences resources
- the expectations placed in enterprise by those who supply those means, work, capital, space, do evolve.

The manager's task, which consists in combining those elements, also calls for a new and original action.

— L'économie de marché

Caractéristiques :

- Liberté d'action sur le marché pour le consommateur
- Liberté d'action sur le marché pour le producteur
- Concurrence
- Nécessité de rentabilité comme critère d'efficacité des entreprises
- Pouvoir de décision décentralisé de par la liberté du producteur et du consommateur.

L'économie de marché s'oppose au dirigisme :

- pas de liberté de consommation ou d'initiative de production
- concentration du pouvoir de décision
- pas de critère d'appreciation objectif : rentabilité.

A mon sens, l'approche actuelle du marché par les pouvoirs publics est ici cause internationale et nationale de toute une série de problèmes.

La concurrence est continuellement faussée par l'intervention sur le marché même. Il en découle une telle baisse de rentabilité que l'entreprise ne peut plus remplir sa tâche :

- blocage des prix
- impôt exagéré sur le bénéfice
- législation sur les conditions de concurrence

ne sont que quelques indications de la volonté de frapper les entreprises qui réalisent des bénéfices.

Dans " Delusion of Profits " Peter Drucker écrit : " Ce sont plutôt les entreprises qui ne font pas de bénéfices qui représentent un danger pour la société ".

Une entreprise doit pouvoir assurer le développement technologique, des tâches nouvelles et améliorées, elle doit pouvoir faire face à une dépression conjoncturelle. Tout ce que l'on gagne dans ce but n'est pas du profit. Dans les circonstances actuelles, on devrait exonérer d'impôt une grande partie des bénéfices réinvestis, si l'on veut réaliser les actions citées plus haut.

Un aspect important du marché encore : les importations. En période de pointe, les frontières s'ouvrent de plus en plus pour des produits de toute origine, surtout des pays à commerce d'Etat et des pays en voie de développement. Le prix auquel sont offerts ces produits n'a, dans bien des cas, plus rien à voir avec les réalités économiques. Sur ce marché, il devient impossible de trouver une rentabilité pour sa propre entreprise.

Il est peut-être trop tôt pour plaider aujourd'hui pour un certain protectionnisme. Mais on doit constater que, suite à la faiblesse de la politique de la CEE dans ce domaine, beaucoup d'Etats-membres prennent des mesures individuelles pour protéger leur marché; que ceci mène tout droit au démantèlement du marché européen est évident.

— La situation extérieure

— La politique des subsides

On reproche parfois qu'aujourd'hui chacun va frapper à la porte de l'Etat. Cela mène à une déprivatisation de l'entreprise — c'est évident — et à un grand endettement qui s'accroît.

— Market economy

Characteristics :

- Freedom of action on the market for the consumer
- Freedom of action on the market for the producer
- Competition
- Indispensable profitability as efficiency criterion for undertakings
- Decentralized power to take decisions further to the freedom of the producer and the consumer

Market economy is opposed to dirigism :

- no consumption freedom or production initiative
- concentration of the power to take decisions
- no objective criterion of appreciation : profitability.

In my opinion, the present approach of the market by the public authorities causes a whole series of problems both at the international and at the national level.

Competition is continuously distorted because of interventions on the market itself. There results therefrom such a decrease in profitability that the undertaking can no longer fulfill its task :

- price freeze
- exaggerated tax on profits
- laws on competition conditions

are only a few indications of the will to hit undertaking that are making profits.

" In Delusion of Profits " Peter Drucker writes : " It is rather the undertakings that do not make any profits that are a danger for society ".

An undertaking must be able to ensure technological development, new and improved tasks, it must be able to face an economic slump. All that is gained to this end is not profit. In the present circumstances, a large part of the reinvested profits should be exempted from tax if the actions mentioned above are to be realized.

An other important aspect of the market : imports. When there is an economic boom, borders open up more and more to products from all origins; especially products coming from State-trading countries and developing countries. In most cases, the price at which those products are offered is no longer related in any way whatsoever to economic realities. On such a market, it becomes impossible to find profitability for one's own undertaking.

Maybe it is too early today to plead in favour of a certain protectionism. But it must be noted that, following the weak policy pursued by the EEC in this field, many member States are adopting individual measures to protect their market; it is obvious that this directly leads to the dismantling of the European market.

— External situation

— Subsidies policy

Sometimes, one blames the fact that everyone comes knocking at the State's door. This obviously leads to a suppression of private enterprise and to a running into large

COMITE EXTRAIT

Bulletin 77/2

croît lourdement de par la crise conjoncturelle; ceci, nous en faisons l'expérience et le lisons tous les jours. Mais la raison fondamentale en est le manque de rentabilité, provoqué en partie par ce même Etat. On impose toujours plus de charges à l'entreprise pour maintenir le fonctionnement de l'appareil social et administratif. Ne ferait-on pas mieux de laisser le profit à l'entreprise plutôt que de le lui rendre par l'intermédiaire d'un appareil coûteux ou de subsides.

Aider les entreprises en difficultés temporaires, présente un aspect délicat.

Dans la mesure où l'on peut découvrir que les difficultés actuelles posent des problèmes bien plus graves que ce qu'on pouvait humainement prévoir, cette aide est nécessaire mais artificielle : à long terme, laisser des entreprises produire sans rentabilité, fausse les possibilités des entreprises saines.

— Les aspirations de la société ne sont pas orientées vers l'économique seulement. Dans cette perspective, il y a une nouvelle ambition sociale particulièrement importante pour l'entreprise.

Le monde occidental a pris conscience que notre économie doit s'intégrer dans une économie mondiale. Dans ce contexte, on parle de plus en plus de la division internationale du travail.

Certaines branches industrielles devraient être transférées dans les pays en voie de développement. Les secteurs à haute intensité de main-d'œuvre surtout seraient pris en considération. Dans la pratique, de plus en plus nombreuses sont les initiatives qui semblent tourner à une exploitation de la misère et des bas salaires. Si pour leur développement, ces secteurs s'appuient entièrement sur le marché des pays industrialisés, l'aide au développement demeure très problématique lors d'une dépression conjoncturelle. Ce qui est vraiment plus alarmant à ce moment, c'est que l'importation de ces produits supprime encore des emplois. Beaucoup de ces idées se sont développées dans une période où nous avons connu le "suremploi" et manquions de main-d'œuvre. Aujourd'hui l'Europe compte des millions de chômeurs.

La politique de l'emploi en période de crise peut-être conçue autrement que par le prolongement de la scolarité, la pré-pension et la réduction de la durée du travail. L'Amérique et le Japon l'ont conçue de manière très différente.

Aujourd'hui, nous devons nous poser des questions encore plus fondamentales. En période de prospérité, nous avons mis sur pied un appareil social coûteux.

C'est ce système intégré, financé en partie durant la période de prospérité, qui permet de payer aux chômeurs des revenus de remplacement. Dans le circuit économique, ce revenu sert, en partie du moins, à maintenir le niveau de consommation; en d'autres mots, à empêcher que la production ne se réduise plus encore, et qu'un accroissement des chômeurs fasse claquer tout le système, comme cela s'est, paraît-il, produit lors des années de crise 1929-1934.

Il est cependant important pour notre économie que les revenus de substitution soient consacrés aux produits de l'Europe elle-même ou au moins aux biens produits selon nos critères. Ce serait une raison de plus pour agir contre les importations des pays à commerce d'Etat ou des pays où il est notoire que l'on pratique le dumping. On peut étudier d'autres solutions alternatives relatives aux importations dans la CEE.

debts which grow heavier because of the economic crisis; we are experiencing this situation and read about it every day in the newspapers. But the basic reason for this is the lack of profitability which is partly caused by this same State. More charges are steadily being imposed upon the undertaking to keep the social and administrative machinery running. Wouldn't it be better to leave profit to the undertaking rather than giving it back later on through a costly machinery or through subsidies?

It is somewhat delicate to help undertakings that are encountering temporary difficulties.

Inasmuch as it is found that present difficulties cause problems that are much more serious than could be expected, this help is necessary but artificial : in the long run, to let undertakings produce without being profitable, alters the possibilities offered to those undertakings that are sound.

— The aspirations of society are not orientated towards the economic aspect only. Within this framework, there is one new social ambition that is particularly important for the undertaking.

The western world has realized that our economy must integrate itself in a world economy. Within this framework, the international division of labour is being mentioned more and more often.

Certain industrial branches should be transferred to developing countries. Labour intensive sectors especially ought to be taken into account. In practice, more and more initiatives seem to be turning into an exploitation of poverty and low wages. If, where their development is concerned, those sectors entirely rely upon the market of the industrialized countries, development aid remains very problematic during an economic depression. But what is still more worrying for the time being is the fact that the importation of those products still suppresses other jobs. Many of those ideas developed at a time when we were experiencing "overemployment" and when our labour force was insufficient. Today, there are millions of unemployed in Europe.

The employment policy in a period of crisis may be conceived differently by raising the school-leaving age, by introducing anticipated retirement and by reducing the duration of work. The U.S.A. and Japan conceived their employment policy very differently.

Today, we should ask ourselves questions that are still much more fundamental. At the time of prosperity, we set up an expensive social machinery.

It is this integrated system, which was partly financed at the time of prosperity, which enables to pay replacement incomes to the unemployed. In the economic process, this income at least partly serves to maintain the level of consumption; in other words it serves to avoid further reduction of production, and to avoid that an increase in the number of unemployed might cause the whole system to shatter, as it is said to have happened during the 29-34 crisis.

It is however important for our economy that replacement incomes be devoted to European goods, or at least to the goods produced in accordance with our criteria. This would be one more reason in favour of an action against imports from State-trading countries or from countries where it is well-known that dumping is being practised. Other alternative solutions concerning imports in the EEC could be examined.

Une première solution serait que d'autres pays, riches aussi, ouvrent leurs frontières à ces importations. Un exemple dans l'industrie textile fait apparaître ceci : les importations textiles dans la CEE ont augmenté de 42 % au cours des 10 dernières années — aux USA et au Japon de "0" %. L'Europe a perdu, dans le textile seulement, 561.000 postes de travail, tandis que durant cette même période 175.000 postes de travail ont été créés aux USA.

Une autre alternative serait que la CEE relève les droits de douane pour une période déterminée. L'apport de ces droits de douane serait consacré à de véritables pays en voie de développement qui, dans la situation actuelle, sont vraiment dé-savantagés. Le développement devrait être spécialement orienté vers l'agriculture, l'enseignement, l'hygiène et la mise sur pied de l'infrastructure. De cette manière, le Monde Occidental contribuerait à une nouvelle répartition des richesses mondiales.

Capital : une solution partielle serait de ne plus faire dépendre le coût des crédits à l'exportation de la politique monétaire du pays.

Il faut établir, par la concertation, une hiérarchie selon l'importance des objectifs sociaux et économiques.

Les fournisseurs des moyens placent dans l'entreprise des attentes qui évoluent.

Les matières premières :

Depuis la crise pétrolière et les tribulations monétaires, nos entreprises se trouvent devant un nouveau modèle de marché des matières premières. Les pays qui les fournissaient sont devenus conscients de leur potentiel et manipulent le marché à leur avantage. L'instabilité monétaire a contribué à la spéculation. Quoi qu'il en soit, on doit aujourd'hui payer plus cher les matières premières dont les prix étaient relativement bas et stables; les fluctuations, dues en partie à la spéculation, posent de nouvelles exigences à l'entreprise. La recherche de nouvelles sources de matières premières pose à son tour la question des activités de recherche et de développement. Si l'on veut préserver nos entreprises, les autorités nationales et supra-nationales devront prendre de nouvelles initiatives dans ce domaine.

Le capital :

Comme les matières premières, cet élément est mis à la disposition de l'entreprise dans des conditions modifiées.

La pénurie, la protection de la valeur intrinsèque, ont conduit à un intérêt élevé. Cet intérêt élevé provoque un glissement dans les placements privés. On trouve de moins en moins de capitaux à risques puisque les obligations et les valeurs d'Etat ont un haut rendement. Finalement, on en revient à ce que l'Etat doive mettre des capitaux à la disposition des entreprises.

Là aussi les pouvoirs publics devraient prendre des mesures pour accorder au capital à risques une certaine bonification, avant imposition.

Le travail :

Tensions sociales : beaucoup sont nées en période de plein emploi et bien des solutions ont surgi dans cette même période de croissance illimitée.

A first solution would be that other countries — that also are rich — would open their borders to those imports. One example taken in the textile industry shows that whereas textile imports in the EEC have increased by 42 % these last 10 years, in the USA and Japan, they increased by 0 %. In the textile sector alone, Europe lost 561,000 jobs whereas during this same period, 175,000 jobs were created in the USA.

An other alternative would be for the EEC to increase customs duties for a specific lapse of time. Those customs duties would be devoted to really developing countries who, in the present situation, are truly disadvantaged. Development should be especially orientated towards agriculture, education, health and the setting up of the infrastructure. Thus, the Western World would contribute to a new distribution of world wealth.

Capital : A part solution would be to no longer make the cost of export credits depend on the monetary policy of the country.

A hierarchy according to the importance of the social and economic objectives must be established through concertation.

Those who supply the means place expectations in the undertaking which evolve.

Raw materials :

Since the oil crisis and the monetary tribulations, our undertakings are facing a new kind of market of raw materials. The countries that were supplying them have become conscious of their potentialities and they are manoeuvring the market to their advantage. Monetary instability has contributed to speculation. In any case, nowadays, raw materials the prices of which were relatively low and stable, must be paid more; the fluctuations which were partly due to speculation are submitting the undertaking to new requirements. In turn, the search for new sources of raw materials raises the question of research and development activities. If we want to protect our undertakings, the national and supranational authorities will have to start new initiatives in this field.

Capital :

Like raw materials, the conditions in which this element is put at the disposal of the undertaking have been modified.

Shortage and the protection of the intrinsical value have brought about high interests. Those high interests cause private investments to slide. One finds less and less risk capital since the State debentures and values give high returns.

Here also, the public authorities should take certain measures to grant tax allowances to risk capital.

Labour :

Social tensions : many appeared during the full employment period and many solutions were found during that same period of illimited growth.

COMITEXTIL

La théorie de la croissance zéro mène clairement après quelques années à un chômage croissant et donc à une problématique tout-à-fait nouvelle du climat et de la vie sociale.

Ceci, je pense, doit être dit et retenu au préalable quand on veut légiférer aujourd'hui dans des matières qui sont dépassées. Si en ce moment les tensions mènent à une détérioration des relations sociales, il faut tout de même, avant d'entreprendre quelque chose officiellement, voir si les raisons fondamentales sont encore les mêmes. Alors que la demande de cogestion/participation a surgi il y a quelques années dans le climat cité plus haut, on peut se poser la question si aujourd'hui le problème ne se rapporte pas à celui d'"être informé". Si c'est vrai, des solutions en ce sens doivent recevoir la priorité. Il est évident que la "cogestion" aussi bien que la "circulation de l'information" pèsent lourdement dans le comportement social au sein de grandes concentrations ou des grandes entreprises.

Je pense que l'on doit poser la question suivante avec un grand sens critique : la "grande concentration" de personnes n'est-elle pas le noeud de tout le problème. De telles possibilités nouvelles ont surgi avec les techniques de communication e.a., que l'on fait peut-être mieux d'éviter la grande concentration.

Attention, je ne plaide pas contre les grandes entreprises mais bien contre les grandes concentrations, une sorte de gigantisme qui nous vient des Américains. De nombreuses technologies demandaient par le passé une concentration, d'autres suivaient souvent par facilité. Mais s'il semble que les rapports sociaux sont mieux réglés dans des unités plus petites, que la motivation et l'information répondent aux nouveaux besoins des travailleurs, il faut s'y atteler.

Dans cette optique, je me limiterai à l'aspect social uniquement; mais il est évident que beaucoup d'autres "exigences" peuvent être mieux traitées dans de petites cellules. Je les résumerai ainsi : économie d'énergie, protection de l'environnement, créativité, adaptation des marchés, etc.

En premier lieu, il me paraît nécessaire, quand on propose de nouvelles structures, de tenir compte :

- a) de la dimension de l'entreprise
- b) que des structures nouvelles qui conduisent à des décisions unilatérales sont très dangereuses c.à.d. qu'à notre époque de concertation, il faut préférer le conseil d'entreprise où employeur et travailleurs siègent ensemble à un conseil des travailleurs autonome, à un conseil de cadre, etc. La tâche de manager ne sera que plus difficile si des positions sont déterminées au préalable. Une véritable participation exige des décisions prises en commun;
- c) l'autorité et le pouvoir de décision doivent être simultanément renforcés et ceci autant que possible dans l'entreprise même. Etre obligé chaque fois de faire appel à des arbitres extérieurs mène à une caricature de la gestion d'entreprise;
- d) on devrait, avant de faire des lois, donner la possibilité d'expérimenter de nouvelles formules. L'expérience des conseils d'entreprise nous apprend clairement que l'on peut difficilement imposer la bonne formule sans la tester;
- e) dans n'importe quelle structure, nouvelle ou vieille, l'information demeure essentielle à tous les niveaux; elle doit ramener la confiance entre les parties : travailleurs, cadres et direction. Si cet objectif est atteint et seulement alors, on peut parler de collaboration;
- f) des structures nouvelles qui conduisent à la participation doivent naître dans la concertation de toutes les organisations représentatives de travailleurs. Des structures établies autrement n'auront jamais aucun effet et ne rendront que plus difficile l'entreprise.

Bulletin 77/2

The theory of "nul growth" clearly leads after a few years to increasing unemployment and thus to brand new problematics of the social atmosphere and life.

I think this ought to be said and remembered before legislating today on matters that are outdated. If tensions are presently leading to a deterioration of the social relations, before undertaking anything at the official level, one should check whether the basic causes thereof still are the same. Whereas the request for co-determination/participation was made a few years ago in the atmosphere described hereabove, one should wonder whether today the problem is not linked to that of "being informed". If that is so, solutions to this effect should receive the priority. Obviously "co-determination" as well as the "circulation of information" strongly influence social behaviour within large concentrations or undertakings.

I think we should ask ourselves the following question and examine it with a critical eye : isn't the "high concentration" of individuals at the core of the whole problem ? Such new possibilities have appeared, among others with the communication techniques, that maybe it would be better to avoid high concentration.

Now, don't think I am pleading against large undertakings, I am pleading against large concentrations, against a sort of gigantism the Americans brought to us. In the past, many technologies were calling for concentration, others often followed the same path for the sake of facility. But if it seems that social relations are easier in smaller units, and that motivation and information meet the worker's new needs, one should work at it.

Within this framework, I shall limit myself to the social aspect only; but it is evident that many other "requirements" can be better met in small units. I shall sum them up as follows : energy saving, protection of the environment, creativity, adjustment of markets, a.s.o.

First of all, when new structures are being proposed, it seems to me that it is necessary to take into account :

- a) the size of the undertaking
- b) the fact that new structures which lead to unilateral decisions are very dangerous, i.e. in our era of concertation one should prefer the works council, where employer and employee sit together, to an autonomous workers' Council or Executives' Council, a.s.o. The manager's tasks will be all the more difficult if the positions are determined in advance. Real participation calls for decisions taken together;
- c) the authority and the power to take decisions must be simultaneously reinforced, if possible within the undertaking itself. To be compelled to resort each time to external arbitrators leads to a caricature of the management of undertakings;
- d) before making laws one should provide for an opportunity to test new formulae. In the case of the works councils, experience has clearly shown that one can hardly impose the right formula without testing it beforehand;
- e) in any structure, new or old, information remains essential at all levels; it should restore confidence between the various parties : workers, executives and direction. It is only if this objective is attained that one can speak of collaboration;
- f) new structures leading to participation must be born from the concertation of all the organizations representing the workers. Structures which would not be established in this way would never have any effect and would render enterprise more difficult.

La situation actuelle fait apparaître plus clairement que jamais, que sans entreprises libres et rentables, on ne peut maintenir la prospérité. Une récente enquête d'opinion de Vision dans tous les pays d'Europe a montré qu'une majorité s'est prononcée en faveur de la libre entreprise.

Comme l'a dit le professeur Mark Eyskens au congrès du VEV à Hasselt, cette constatation ne peut être invoquée pour prôner une sorte de contre-information archaïque qui ferait faire un pas en arrière et ne pourrait que renforcer les oppositions dans notre vie sociale. Tout comme il serait insensé de tirer parti de la crise actuelle pour mettre sur pied un système socio-économique alternatif, modèle pays de l'Est, avec une abolition imaginale des libertés politiques, économiques et personnelles.

L'entreprise d'aujourd'hui est :

- a) une réalité économique qui, dans une optique dynamique, produit des biens ou des services qui répondent aux attentes en évolution du marché et des partenaires, avec la nécessité d'être rentable;
- b) une réalité sociale, c'est un noyau où l'homme gagne sa prospérité et sur lequel il peut assurer son bien-être. C'est un noyau où il peut s'épanouir;
- c) une réponse à un désir social. C'est l'entreprise qui fournit les moyens de faire face à une série de problèmes : alimentation, médecine, vie culturelle;
- d) un défi au chef d'entreprise. Le rôle du chef d'entreprise sera à l'avenir toujours plus lourd, toujours plus important sur le plan social.

Dans cette optique, il faut revaloriser la fonction du chef d'entreprise. Avec l'expérience que personne ne fera à notre place, le chef d'entreprise lui-même doit la défendre avec tous les moyens dont il dispose. Les jeunes doivent être engagés à prendre le risque d'entreprendre. Peut-être la maxime de "Van Ostayen" est-elle la devise nécessaire :

"Ose sauter, peut-être te réveilleras-tu au paradis".

N.B. : V.E.V. : Vlaams Ekonomisch Verbond = Association Economique Flamande.

The present situation stresses more clearly than ever that in the absence of free and profitable undertakings prosperity cannot be maintained. A recent survey effected by "Vision" in all European countries showed that a majority people are in favour of free enterprise.

As Professor Mark Eyskens said at the "VEV" congress in Hasselt, this motive cannot be put forward to advocate a sort of antiquated counter-information which would drive us a step backwards and could but reinforce the oppositions in our social life. It would also be foolish to take advantage of the present crisis to set up an alternative socio-economic system, on the EAST-BLOC model, with the unconceivable suppression of the political, economic and individual freedom.

Today's enterprise is :

- a) an economic reality which, in a dynamic outlook, produces goods or services which meet the evolving expectations of the market and partners, and must necessarily be profitable;
- b) a social reality; it is a core where man earns his prosperity and can ensure his well-being. It is a core where he can bloom;
- c) an answer to a social need. The undertaking provides the means to face a series of problems : foodstuffs, medicine, cultural life;
- d) a challenge to the head of the undertaking. In the future, the part played by the head of the undertaking will be increasingly heavier and more important at the social level.

Within this framework, the function of the head of the undertaking must be revalorized. The head of an undertaking must defend it with all the means he has at his disposal. Young people must be encouraged to take the risk to undertake. Maybe "Van Ostayen's" maxim is the right motto :

"Come on, jump, maybe you'll wake up in paradise".

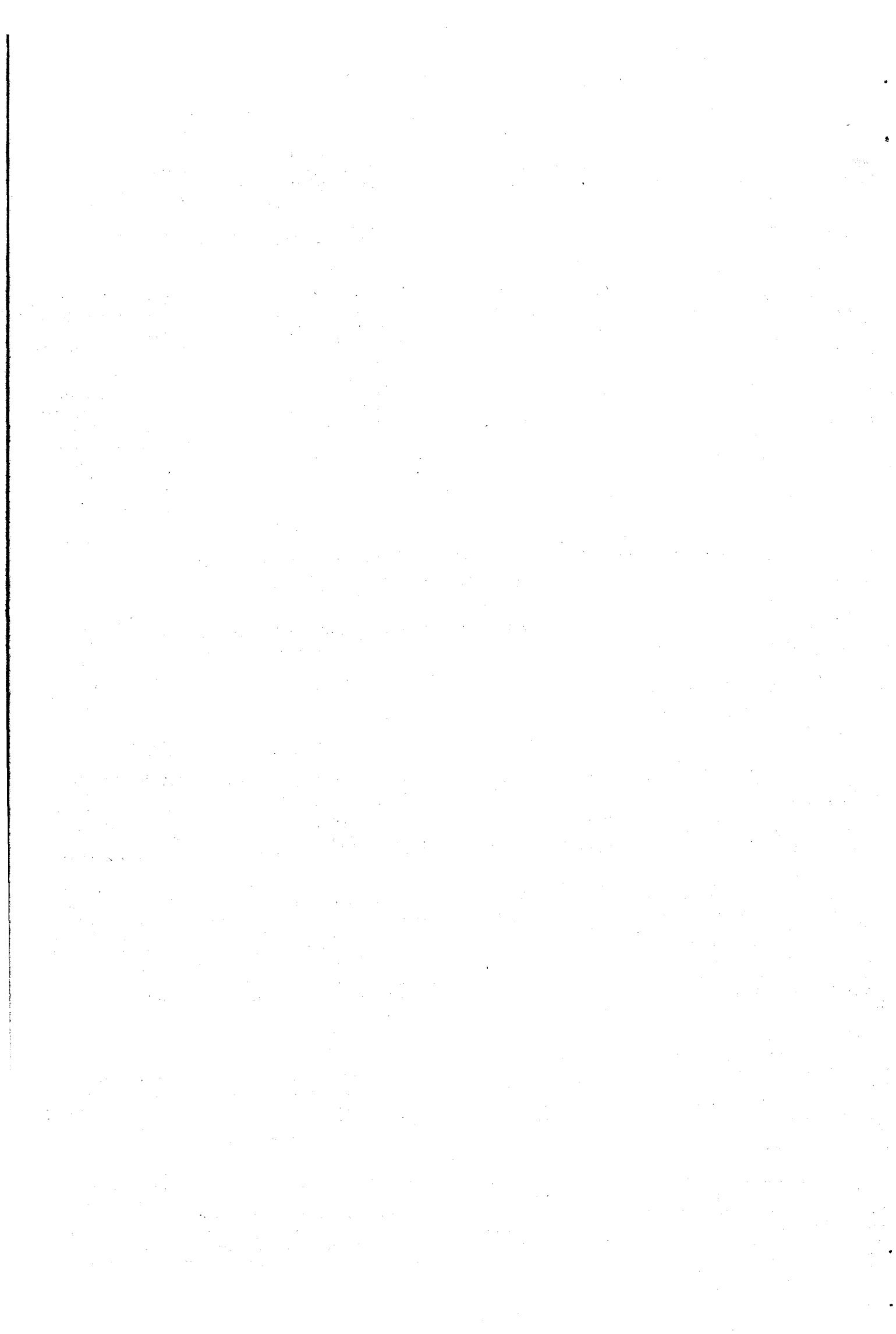
N.B. : V.E.V. : Vlaams Ekonomisch Verbond = Flemish Economic Association.

**PROGRAMME COLLECTIF DE RECHERCHE TECHNOLOGIQUE DE L' INDUSTRIE
TEXTILE DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE**

— Rapport sur les travaux réalisés au cours de la première année (1976) —

**COLLECTIVE PROGRAMME OF TECHNOLOGICAL RESEARCH IN THE TEXTILE
INDUSTRY OF THE EUROPEAN COMMUNITY**

— Report on the first year of activity (1976) —



PROGRAMME COLLECTIF DE RECHERCHE TECHNOLOGIQUE DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

— Rapport sur les travaux réalisés au cours de la première année (1976) —

Sur proposition de la Commission en date du 17.9.1974, et après avis du Parlement Européen émis le 13.11.1975, du Comité Economique et Social le 28.11.1974 et du Comité de la Recherche Scientifique et Technique le 30.1.1975, un programme de recherche technologique dans le secteur textile a été arrêté par le Conseil des Ministres le 14.4.1975. A la suite de cette décision et à l'initiative de la Commission, la Communauté Economique Européenne et le Comité de Coordination des industries textiles (COMITEXTIL) ont conclu le 19.12.75 un contrat qui, prenant effet le 1.12.1975, a pour objectif la mise en application du programme de recherche triennal.

Le programme comporte trois objets de recherche, indépendants les uns des autres, à savoir :

- I. Etude et amélioration de la technologie du traitement thermique des fibres synthétiques.
- II. Elaboration des bases technologiques du traitement des textiles au moyen de solvants organiques.
- III. Mise au point de procédés d'ignifugation des textiles par radiogreffage.

I. CONTENU du CONTRAT de RECHERCHE.

Le contrat part du fait que le programme "industrie textile" de la Communauté constitue un programme de recherche collectif. En vertu de ce contrat, COMITEXTIL s'engage à mettre en oeuvre et à financer le programme ainsi qu'à veiller à ce que l'ensemble de l'industrie textile de la Communauté ait la possibilité de bénéficier des résultats des recherches.

Afin de respecter cet engagement d'une manière aussi explicite et objective que possible, COMITEXTIL s'est chargé, en consultation avec la Commission, de la mise en place d'organes spéciaux de gestion et d'orientation du programme, composés d'experts et de personnalités représentatives de l'industrie et de la recherche textiles. La Commission se réserve le droit pour autant qu'il s'agisse de comités d'orientation ou de comités consultatifs, de participer aux réunions de ces comités en tant qu'observateur et de déléguer d'autres personnalités au même titre.

Le contrat désigne, en outre, les laboratoires où les travaux contractuels seront réalisés. Il envisage la possibilité de conclure des sous-contrats ainsi que de faire participer à ces recherches des entreprises textiles travaillant à leurs frais et dans le cadre d'accords à passer avec COMITEXTIL, si une telle participation semble souhaitable pour compléter et parachever l'ensemble des problèmes traités.

Le coût du programme de recherche est estimé à 37.500.000 FB. La Commission s'engage à contribuer au financement de ce montant jusqu'à concurrence de 33 1/3 %, le plafond de cette participation étant fixé à 12.500.000 FB. Dans l'intérêt public, la Commission exerce, lors de l'exécution et de l'exploitation du programme, un contrôle sur la gestion des fonds

COLLECTIVE PROGRAMME OF TECHNOLOGICAL RESEARCH IN THE TEXTILE INDUSTRY OF THE EUROPEAN COMMUNITY

— Report on the first year of activity (1976) —

On a Commission proposal of 17. September 1974, in accordance with the opinion delivered by the European Parliament on 13 January 1975, the Economic and Social Committee on 28 November 1974, and the Scientific and Technical Research Committee on 30 January 1975, a programme of technological research in the textile sector was drawn up by the Council of Ministers on 14 April 1975. Accordingly on 19 December 1975, on the initiative of the Commission, a contract was concluded between the European Economic Community and the Coordination Committee for the Textile Industry in the European Economic Community (COMITEXTIL), with a view to implement the three-year programme. The contract has effect from 1 December 1975.

The programme consists of the following three separate research projects :

- I. Study and improvement of the technology involved in the thermal treatment of chemical fibres.
- II. Development of technological bases for the treatment of textiles with organic solvents.
- III. Development of methods for fireproofing textiles by radiation grafting.

I. CONTENTS of the RESEARCH CONTRACT.

The contract is based on the fact that the programme was conceived by the Community textile industry as a collective research programme for the whole sector. Under the contract, COMITEXTIL formally undertakes to implement and finance the programme, and to ensure that the Community textile industry as a whole is able to utilize the results of the research.

In order that it might be seen to fulfil this obligation in the most efficient manner, COMITEXTIL agreed to appoint special bodies for the management and direction of the programme, composed of experts and representatives from industry and textile research and to keep the Commission informed of such activities. In the case of steering or advisory committees, the Commission reserves the right to attend the meetings of these bodies as an observer and to delegate other persons in a similar capacity.

The contract also specifies which laboratories will be carrying out the research, and provides for the possibility of subcontracting and for participation in the work by textile firms, at their own expense and on the basis of agreements to be concluded with COMITEXTIL, if such participation is desirable to complement and enhance the research work.

The cost of the research programme is estimated at Bfrs 37 500 000. The Commission undertakes to bear 33 1/3 % of this sum, but its contribution is not to exceed Bfrs 12 500 000. The Commission carries out a supervisory function with regard to the protection of the public interest in the implementation and evaluation of the programme, the administration of the

et la diffusion des résultats et, à cet effet, elle est soit avisée, soit priée de communiquer son avis ou de notifier son accord en cas d'événements importants touchant l'exécution du programme.

Le programme de recherche collectif dans le secteur textile constitue le premier programme de ce type qui ait été mis en oeuvre dans la Communauté. Il doit donc lui permettre d'acquérir indirectement l'expérience nécessaire sur le mode d'exécution le plus efficace des programmes collectifs de recherche entrepris par l'un ou l'autre des secteurs industriels ou technologiques de la Communauté.

II. MISE en APPLICATION du PROGRAMME de RECHERCHE.

Dix laboratoires participent au programme de recherche, dont cinq au projet de recherche II et quatre respectivement aux projets de recherche I et III. COMITEXTIL a conclu avec ces établissements des accords garantissant une exécution technique et matériellement correcte des travaux de recherche.

Les organes de gestion et de consultation prévus par le contrat ont été mis en place. Ils garantissent une orientation pertinente et cohérente des recherches et un déroulement des travaux conforme aux objectifs fixés. Un chef de programme et, pour chaque projet de recherche, un chef de projet, sont responsables envers COMITEXTIL de la bonne exécution du programme. Le chef de programme est admis à donner des instructions aux chefs de projet. COMITEXTIL, le chef du programme et les chefs de projets sont assistés pour chaque projet par un conseil de gestion du programme ou un comité technico-scientifique. Chaque comité suit avec voix consultative le déroulement des travaux, se réunit au moins deux fois par an et dresse un procès-verbal de chaque délibération.

Les différents travaux de recherche ont été répartis entre les laboratoires participants en fonction de leur expérience spécifique et de leur équipement, chaque laboratoire étant cependant tenu au courant de l'ensemble des problèmes posés par le projet de recherche en question.

Au cours de l'année de référence, tous les laboratoires ont pu commencer leurs recherches, bien qu'à des moments différents, car, compte tenu de l'organisation des laboratoires, de leurs effectifs et de leurs propres programmes, il n'était pas possible de faire participer ces établissements au programme de recherche collectif en faisant abstraction de leurs activités antérieures. A l'heure actuelle, une soixantaine de scientifiques et de techniciens participant au programme, la plupart à temps partiel.

Les moyens financiers prévus pour la première année n'ont pas été entièrement épuisés en raison des dates différentes auxquelles les différents laboratoires ont commencé leurs activités. Le retard qui en est résulté par rapport au calendrier prévu sera cependant rattrapé l'année suivante.

III. RESULTATS OBTENUS JUSQU'ICI.

Bien que les établissements participants aient eu à surmonter des difficultés momentanées d'organisation, de personnel et de programmation au moment de leur intégration, le programme a, entretemps, pu démarrer dans son ensemble. Un certain nombre de résultats technico-scientifiques importants pour les méthodes de fabrication textile ont même déjà été obtenus. Ces résultats font l'objet du chapitre V.

funds and the dissemination of the results. To this end, it is either informed of or invited to give its opinion on or consent to all important matters arising from the implementation of the contract.

The collective research programme in the textile sector is the Community's first venture of this kind. For this reason, it also serves indirectly to provide experience in the most efficient arrangement of such programmes throughout entire branches of industry or technology in the Community.

II. IMPLEMENTATION of the RESEARCH PROGRAMME.

Ten laboratories are involved in the research project, five of them on research project II and four on research projects I and III respectively. Arrangements have been reached between these institutes and COMITEXTIL to ensure efficient and professional execution of the research work.

In order to provide efficient and consistent guidance and organisation of the work, management and consultative bodies have been set up as prescribed under the contract. One programme leader, and a project leader for each project, are responsible to COMITEXTIL for the implementation of the programme. The programme leader has the right to issue instructions via the project leaders. COMITEXTIL and the programme and project leaders are supported by a programme management council or a technical and scientific committee for each research project, as the case may be. Each committee supports and advises on the progress of the work, meets at least twice a year, and draws up minutes of each meeting.

The individual research topics have been distributed amongst the implementing laboratories according to their specific experience and facilities, without thereby isolating the laboratory concerned from the broader questions raised by the research project in question.

In the course of the year covered by this report, all of the laboratories were able to start on their research programmes, albeit at different times, the adaptation of the laboratories' organization, staffing and programming requirements to the collective research programme necessarily depending on the previous activity of the institute in question. At present about sixty scientists and technicians are taking part in the programme, although not, in most cases, on a full time basis.

Because of the different starting time of the individual laboratories the final resources allotted for the first year of the programme were not fully taken up. This has led to some delay in the scheduled programme, but this will be made up next year.

III. RESULTS OF WORK TO DATE.

Although the institutes participating in the programme had initial administrative, personnel and programming difficulties to overcome as regards fitting in with the programme, it has been possible in the meantime to get the research fully under way. Indeed, some technical and scientific results of significance for textile practice have already been obtained. They are set out in Section V.

Il est en outre apparu qu'une action collective entreprise par un secteur industriel donné accentue l'optique européenne des personnes qui travaillent dans ce secteur, surtout dans les domaines de la technique et de la recherche, qui étaient relativement peu intégrés au plan communautaire et dont la vitalité peut être considérablement renforcée par une telle intégration.

L'empressement spontané des participants à coopérer montre que le programme collectif répond également à un besoin réel.

En soutenant, par l'intermédiaire de ce programme, une initiative et une action collective privées au niveau européen, la Communauté évite en même temps aux pouvoirs publics de supporter les dépenses administratives qui seraient nécessaires si elle avait elle-même élaboré et mis en oeuvre le programme. En outre, il apparaît d'ores et déjà que l'industrie textile manifeste, pour la poursuite de son propre programme collectif, un intérêt qui facilite considérablement l'application industrielle des résultats obtenus.

IV. PERSPECTIVES EN CE QUI CONCERNE le DEROULEMENT FUTUR des TRAVAUX.

Conformément aux prévisions, le programme durera encore deux ans. Au cours de la seconde année, l'industrie textile de la Communauté organisera une conférence technico-scientifique afin d'étudier les problèmes économiques et techniques qui se sont posés et d'examiner les résultats acquis.

V. SITUATION ACTUELLE des PROJETS de RECHERCHE

Projet I : TRAITEMENT THERMIQUE des FIBRES CHIMIQUES.

Le projet de recherche porte sur le traitement thermique des fibres chimiques, traitement qui, d'une part, confère à la fibre des propriétés techniques particulières, mais qui, d'autre part, tend à affaiblir sa résistance et à accentuer ses défauts. Le but de cette première phase de recherche, actuellement en cours, est d'obtenir des résultats susceptibles d'être utilisés à bref délai par les petites et moyennes entreprises. Il s'agit de définir des caractéristiques appropriées pour des fils qui doivent être soumis à un traitement thermique, ainsi que de mettre au point une méthode de mesure correspondante facilement applicable lors de l'essai habituel de réception du produit; grâce à cette méthode, une petite entreprise textile devra être en mesure d'apprécier elle-même jusqu'à quel point elle peut pousser le traitement thermique sans que les défauts corrélatifs du fil ne prennent des proportions inadmissibles. Les défauts de fil peuvent notamment, lors des opérations de tricotage et de tissage, donner lieu à des arrêts de production importants, qui se traduisent par des pertes commerciales.

L'étude est basée sur des fils commerciaux ayant fait l'objet de différentes opérations de traitement thermique dans un laboratoire central. Actuellement, on examine les effets de ce traitement sur 25 caractéristiques du fil. A partir de ces recherches détaillées, qui ont été confiées aux laboratoires participants en fonction de leur expérience spécifique et de l'équipement dont ils disposent, on espère obtenir des résultats non seulement utiles pour l'essai de réception du produit, mais également susceptibles de conduire à des propositions techniques d'intérêt général pour l'industrie textile.

It has further emerged that thanks to collective action on the part of a complete industrial sector, those working in this sector have become more "Europe-minded", particularly in the field of technology and research where there has in the past been relatively little integration on a Community level, but where such integration can considerably increase the vitality of the sector.

Moreover, the spontaneous willingness of the participants to cooperate indicates that the collective programme meets a real need.

Since, by means of the present programme, the Community is supporting collective private initiative and action on a European level, it is at the same time spared the public administrative costs which would be necessary if the Community had itself devised and was implementing the programme. Over and above this, it already seems clear that the textile industry's interest in the progress of its own collective programme considerably facilitates the application of the research results in industrial practice.

IV. PROSPECTS FOR FURTHER DEVELOPMENT.

In accordance with the original concept, the programme still has two years to run. In the course of the second year the Community textile industry will hold a technical/scientific conference to discuss the economic and technical aspects of the programme and the results obtained to date.

V. CURRENT STATUS OF the RESEARCH PROJECTS.

Project I : THERMAL TREATMENT OF CHEMICAL FIBRES

The research project is concerned with the thermal treatment of textile fibres. Such treatment on the one hand gives the fibre the desired technological properties, but on the other hand lowers fibre resistance and reveals defects. The first phase of research is currently under way, and aims at obtaining results which even in the short term can be applied with beneficial effect to the industrial operations of small and medium-sized businesses. The intention is to identify a suitable characteristic in a thread having to undergo thermal treatment, and then the corresponding method of measurement, which must be easily applicable during normal acceptance tests and permit even small textile firms to gauge independently the maximum intensity of thermal treatment which can be carried out without the resulting defects in the thread exceeding acceptable levels. Faults in the thread can easily lead to production breakdowns e.g., in the knitting and weaving processes, and hence to economic losses in profitability.

The study is based on commercial fibres which, as part of the programme, have been thermally treated in different ways, in one central establishment. At the moment, the effects of these treatments on twenty five fibre characteristics are being studied. This comprehensive study has been shared out among the participating laboratories in accordance with their specialized experience and equipment, and it is hoped that the data will be obtained which can give rise both to an acceptance test for fabrics and to technical recommendations of general significance for textile practice.

En vue d'une utilisation rationnelle des crédits disponibles, les recherches se limiteront, dans un premier temps, aux fils continus en glycol-polytéraphthalate, fabriqués par quatre producteurs différents. Dès que, les premières séries d'essais achevées, l'on disposera d'un critère sûr pour la poursuite de ces recherches, d'autres types de fils seront testés de façon analogue. Il n'est pas exclu non plus que les entreprises textiles de la Communauté qui souhaitent participer à leurs frais au programme de recherche aient alors la possibilité de collaborer au programme par des travaux complémentaires sur la base d'un arrangement particulier conclu avec COMITEXTIL.

Projet II : TRAITEMENT des TEXTILES en MILIEU SOLVANT ORGANIQUE.

L'objet de ce projet de recherche est de remplacer le finissage des textiles, opéré jusqu'ici en solution aqueuse (blanchiment, apprêtage, nettoyage), par des méthodes utilisant des solvants organiques, afin d'éviter la production d'importantes quantités d'eaux résiduaires polluées par des substances chimiques, ainsi que les frais nécessaires à leur épuration, de réduire l'importance des besoins en eau fraîche et, grâce à des économies de temps et d'énergie, de rationaliser le processus de finissage. Au cours de la première phase d'essais, qui se déroule à l'heure actuelle, on examine le comportement de différents types de fibres dans les solvants envisagés. Trois laboratoires étudient le mécanisme d'extraction des impuretés de surface, des oligomères et des colorants non fixés. Un laboratoire étudie l'élimination non polluante des substances absorbées par le solvant. Un autre laboratoire étudie les conditions dans lesquelles les solvants sont absorbés et désorbés par la fibre. Les travaux actuels portent sur des textiles en fibres de polyester et de polyamide, en fibres mixtes polyester/coton et en laine. Il s'agit en l'espèce de recherches en laboratoire et, jusqu'ici, les dépenses de matériel ont été peu importantes. Malgré le caractère limité des frais engagés, des résultats pratiques importants ont déjà été obtenus en ce qui concerne le carbonisage de la laine, la sorption des solvants et l'extraction des oligomères.

Pour l'instant, les recherches en sont encore au stade du laboratoire. On s'est pourtant déjà demandé s'il ne serait pas nécessaire, à un stade ultérieur, de vérifier la validité des résultats obtenus en opérant à l'échelle semi-industrielle ou même dans le cadre d'une production pilote. En dehors du fait qu'il sera toujours loisible aux entreprises textiles de participer à leurs frais aux essais sur la base d'un contrat spécial passé avec COMITEXTIL on pourra envisager l'organisation d'une enquête pour savoir quelles sont les entreprises qui seraient disposées à mettre leurs installations à la disposition des chercheurs pour l'essai pratique de finissage des textiles au moyen de solvants organiques.

Projet III : IGNIFUGATION des TEXTILES PAR RADIOGREFFAGE.

Ces recherches ont pour but de définir les critères technologiques de mise au point de méthodes d'irradiation visant à rendre le textile ignifugé plus résistant au lavage, avec une perte de qualité moindre. Du point de vue de la qualité, les textiles ignifugés selon les méthodes actuelles ne répondent généralement pas aux désirs de l'utilisateur et leur résistance à la flamme disparaît progressivement avec le lavage. Comme l'utilisation des textiles ignifugés n'est donc possible que dans une mesure limitée ce sont les textiles qui restent la cause la plus fréquente des incendies en raison de l'usage important qui en est fait dans l'habillement, l'ameublement et le décor intérieur des habitations.

L'étude porte sur les fibres synthétiques et le coton, ainsi que sur les fibres mixtes en polyester et coton ou laine. Les

With a view to rational use of the available research funds, the studies are initially being limited to continuous filaments in glycopolysteraphthalate from four different fibre manufacturers. As soon as a secure basis for further study exists, on completion of the current series of experiments, other types of filament will be subjected to similar tests. It may also be possible for Community textile firms wishing to take part in the research at their own expense to contribute certain complementary work to the programme, under a special agreement with COMITEXTIL.

Project II : TREATMENT OF TEXTILE WITH ORGANIC SOLVENTS.

The finishing of textiles (bleaching, preparation, cleaning) has until now been carried out in aqueous solutions. The aim of the research project is to replace this system by methods of treatment using organic solvents, thereby avoiding the discharge of large quantities of chemically contaminated water and the costs incurred in its purification. At the same time, this development would reduce the considerable demand for fresh water and, by saving on time and energy, enable the finishing process to be rationalised. The behaviour of different textile fibres in the solvents under consideration is being investigated in the first phase of research, which is currently under way. Three laboratories are studying the solvent extraction of surface impurities, oligomers and non-chemically fixed dyestuffs from fibres. One laboratory is studying the environmentally safe disposal of these substances, which are taken up by the solvent. Another laboratory again is researching the conditions under which sorption and desorption of the solvents by the fibre occurs. The work at present being carried out is concerned with textiles made from polyester, polyamide and polyester/cotton blend fibres, and from wool. It is in the nature of laboratory research, for which no great financial outlay has been necessary to date. Despite this limitation, it has already been possible to gather data of practical importance on the carbonization of wool, the sorption of solvents and the extraction of oligomers.

This research is initially being confined to the laboratory scale. However, the possibility of its being necessary at some future date to confirm the results of the work in a technical institution or a pilot production scheme is already under consideration. If appropriate, and quite apart from the contractual principle that textile firms can at any time take part in the research at their own expense, on the basis of a special contract with COMITEXTIL, an enquiry will be planned with the aim of ascertaining which firms would be disposed to make plant available for practical tests on textile finishing in organic solvents.

Project III : FIREPROOFING OF TEXTILES BY RADIATION GRAFTING.

The research is aimed at laying down the technological bases of a method which will enable textiles to be fireproofed by means of irradiation whilst at the same time improving the resistance of the fireproofing to repeated washing and causing less degradation of the fabric. The textile quality of fabrics fireproofed by previous methods does not usually meet consumer requirements, and their flame-retardant property is gradually removed by washing. Since for this reason non-inflammable fabrics have only limited applications, textiles represent by far the most frequent cause of fires since they are widely used in clothing, upholstery and decoration.

The research extends to chemical fibres, cotton and cotton/polyester and wool/polyester blended fibres. The first

recherches seront d'abord axées sur les fibres en polyester, polypropylène et polyamide et comporteront trois étapes.

Comme les additifs sont mieux absorbés par les fibres polymérisées non cristallines, les premiers efforts ont porté essentiellement sur la production de fibres riches en polymères non cristallins, sur l'introduction d'additifs ignifuges dans les fibres et, ultérieurement, sur la retransformation des fibres polymères en un produit de départ de composition surtout cristalline. A partir des résultats obtenus, il sera possible de sélectionner les matériaux et procédés offrant les meilleures perspectives d'utilisation pratique et, finalement, de fabriquer des textiles à partir de matériaux de départ ignifugés, ou de donner aux textiles un apprêt ignifuge.

Pour atteindre ces objectifs, un laboratoire s'est spécialisé dans la fabrication de polymères à forte composante non cristalline. Un autre laboratoire étudie le radiogreffage d'additifs sur des fibres. Les deux autres laboratoires s'intéressent à la technologie de l'application sur fibres et textiles traités. Bien que les travaux prévus dans le cadre de ce projet n'aient pu démarrer qu'au milieu de l'année 1976, les résultats obtenus semblent déjà ouvrir la voie à des techniques intéressantes d'ignifugation.

studies cover polyester, polypropylene and polyamide fibres and are being carried out in three stages.

Since non-crystalline polymer fibres take up additives more easily, the initial efforts are being aimed at the production of fibres which are rich in non-crystalline polymers, the incorporation of flame-retardant additives into the fibre and the subsequent reconversion of the polymer fibres into the usual primarily crystalline textile raw material. The results of these experiments make it possible to select those materials and methods which are most promising from a practical point of view, in order ultimately to fireproof textiles or produce textiles from fireproof raw material.

In the implementation of this one laboratory specialized in the production of polymers with a high non-crystalline content. A second laboratory is experimenting with the radiation grafting of additives on to the fibre. The other two laboratories are concerned with the technology of treated-fibre in textile applications. Although it was only possible to start work on this project in mid-1976, the results already available point to promising new fireproofing techniques.

GESTION du PROGRAMME de RECHERCHE

BASE du PROGRAMME : Contrat n° 195-75-12 IRAE du 19.12.1975 passé entre la Communauté Européenne et le Comité de Coordination des Industries textiles de la Communauté Economique Européenne (COMITEXTIL).

RESPONSABLE de l' EXECUTION du PROGRAMME de RECHERCHE.

Comité de Coordination des Industries Textiles de la Communauté Economique Européenne (COMITEXTIL)

24, rue Montoyer
1040 - BRUXELLES
Tél. : 511.70.32/511.18.77-78/511.49.60
Télex : 22.380

Secrétaire Général de COMITEXTIL : J.Cariassimo-Desurmont

Chef du programme de recherche : J. Stryckman

Chef du projet de recherche I : Dr. A. Parisot

Chef du projet de recherche II : Dr. J. Mecheels

Chef du projet de recherche III : Dr. B.J. Hill

MANAGEMENT of the RESEARCH PROGRAMME

BASIS OF the PROGRAMME : Contract N° 195-75-12 IRAB between the European Economic Community and the Coordination Committee for the Textile Industries in the European Economic Community (COMITEXTIL) of 19 December 1975.

RESPONSIBLE for IMPLEMENTATION of the RESEARCH PROGRAMME.

Coordination Committee for the Textile Industries in the European Economic Community (COMITEXTIL)

COMPOSITION du CONSEIL de GESTION du PROGRAMME de RECHERCHE

Président :

J. CARISSIMO-DESURMONT
Secrétaire Général de COMITEXTIL
24, rue Montoyer
B - 1040 BRUXELLES
Tél. 511.70.32/511.18.77-78/511.49.60
Télex. : 22.380

Rapporteur du Conseil de Gestion et Chef du programme de recherche

J. STRYCKMAN, Rapporteur
Commission Recherche COMITEXTIL
Directeur CENTEXBEL
24, rue Montoyer
B - 1040 BRUXELLES
Tél. 513.19.50 - Télex : 22.380

Président de la Commission Recherche Scientifique de COMITEXTIL

Chairman of the Scientific Research Committee of COMITEXTIL

E. BAIER
Geschäftsführer des Forschungskuratoriums
im GESAMTEXTIL
Schaumainkai 87
Johann-Keller-Haus
D - 6000 FRANKFURT/MAIN 7
Tél. 63.80.35 - 63.80.37 — Télex : 41.10.34

Délégués de l'industrie

J.A. CLOUGH, Chef d'entreprise
Président de COMITEXTIL

The textile Industry delegates

J.A. CLOUGH, Manager
Président of COMITEXTIL
BRITISH MOHAIR SPINNERS LTD
P.O. Box 58
Midlands Mills
Valley Road
GB - BRADFORD BD1 4 RL
Tél. 27.42.84.56 - Télex : 51.195

M. SANTENS, Chef d'entreprise
Vice-Président de COMITEXTIL

M. SANTENS, Manager
Vice-chairman of COMITEXTIL
P.V.B.A. SANTENS
Galgestraat, 157
B - 9700 OUDEAARDE
Tel. 055/31.22.91 - Télex : 85.341

Dr. H. ROSSLER, Chef d'entreprise
Vice-Président Trésorier de COMITEXTIL

Dr. H. ROSSLER, Manager
Vice-chairman and Treasurer of COMITEXTIL
Casa Erica
CH - 6922 MORCOTE TICINO
Tel. 91/69.13.47 - Télex : 79.210

M. PALEARI HENSSLER, Chef d'entreprise
Vice-Président Comitato Intertessile

Sig. PALEARI HENSSLER, Direttore d'impresa
Vice Presidente Comitato intertessile
Via Montebello, 18
I - MILANO
Tél. 63.32 - Telex : 34.503

Dr. F.G.D. MEIJER, Chef d'entreprise

Dr. F.G.D. MEIJER, Manager
p/a Centraal Laboratorium
Nijverdal Ten Cate
P/a Koninklijke Twentse Stoomblekerij
K. Laarstraat, 105
NL - GOOR

R. DELERIVE, Directeur délégué organisations prof.

R. DELERIVE, Managing Director, professional organizations
UNION DES INDUSTRIES TEXTILES
10, rue d'Anjou
F - 75008 PARIS
Tel. 266.11.11. - Télex : 64.09.69

Chefs des projets de recherche

Dr. A. PARISOT, Chef de projet no. I

Dr. A. PARISOT, Leader of Research Project No I
Secrétaire Général des Recherches
Institut Textile de France
35, rue des Abondances
F - 92 BOULOGNE sur SEINE
Tel. 825.18.90 - Télex : 25.09.40

Dr. J. MECHEELS, Chef de projet No II

Dr. J. MECHEELS, Leader of Research Project No II
Bekleidungsphysiologisches Institut e.V.
Schloss Hohenstein
D - 7124 BONNINGHEIM
Tel. (07143)51.32 - Télex : 72.49.13

Dr. B.J. HILL, Chef de projet No III

Dr. B.J. HILL, Leader of Research Project No III
Lambeg Industrial Research Association
LISBURN BT 27 4RJ
Northern Ireland
Tel. 2255-64.292 - Télex : 74.74.25 (Gr. Bre)

Observateurs

Prof. G. PROPSTL
Commission des C.E.

Prof. Dr. G. PROPSTL
E E C Commission
200, rue de loi
B - 1000 BRUXELLES
Tel. 735.00.40 - Télex : 21.877

W.G. PACTH
Commission des C.E.

W.G. PACTH
E E C Commission
200, rue de la Loi
B - 1000 BRUXELLES
Tel. 725.00.40 - Télex : 21.877

COMPOSITION des COMITES CONSULTATIFS TECHNICO-SCIENTIFIQUE des PROJETS de RECHERCHE

PROJET de RECHERCHE No 1

Chef de projet :

Dr. A. PARISOT
Secrétaire Général des Recherches
Institut Textile de France
35, rue des Abondances
F - 92 BOULOGNE sur SEINE

COMPOSITION of the SCIENTIFIC AND TECHNICAL COMMITTEES for the RESEARCH PROJECTS

RESEARCH PROJECT 1

Project Leader :

Prof. Dott. G. PRATI
Direttore della Ricerca della
Stazione Sperimentale per la Cellulosa,
Carta e Fibre Tessili, Vegetali ed Artificiali
Piazza Leonardo da Vinci, 26
I - 20133 MILANO

Ir. H. BORSTEN
Vezelinstituut TNO
Schoemakerstraat, 97
NL - DELFT

Dr. R. McILHAGGER
Lambeg Industrial Research Association
LISBURN BT 27 4RJ / NORTHERN IRELAND

Délégués de l' industrie

The textile industry delegates

M. VAN LANCKER
Laboratorium De Meulemeester
Sint Pietersnieuwstraat, 41
B - 9000 GENT

D.I. GRIGGS
Secretary
The Textile Research Council
2, First Avenue
Sherwood Rise
GB - NOTTINGHAM NG 7 6JL

C. RIECKERT
Directeur
Rhone-Poulenc-Textile
Direction Générale
B.P. 8241
F - LYON CEDEX 2

Ir. F.L.J. VAN LAMOEN
Onderdirecteur
Vezelinstituut TNO
Schoemakerstraat, 97
NL - DELFT

PROJET de RECHERCHE No II

RESEARCH PROJECT II

Chef de projet

Project leader

Dr. J. MECHEELS
Bekleidungsphysiologisches Institut e.V.
Schloss Hohenstein
D - 7124 BONNINGHEIM

Délégués des Instituts de Recherche

The Research Institutes delegates

Dr. A. PARISOT
Directeur du Laboratoire de Chimie
de l' Institut Textile de France
35, rue des Abondances
F - 92 BOULOGNE sur SEINE

Dr. H. HERLINGER
Institut für Textil- und Faserforschung
Ulmer Strasse, 227
D - 7 STUTTGART 60 WANGEN

Dr. J. KNOTT - CENTEXBEL
c/o Ets Tiquet-Wéry
Zoning Industriel
rue Hubert Close
B - 4801 STEMBERT

Délégués de l' industrie

The textile industry delegates

J. BRACH
c/o SOVER
rue de Renoupré, 60
B - 4821 ANDRIMONT

Dipl. Kfm. E. FITZA
Geschäftsführer Gesamtverband deutscher
Textilveredelungsindustrie
Postfach 2983
Schaumainkai, 891
D - 6 FRANKFURT/MAIN 7

G. SIMONET
c/o Ets GILLET-THAON
Route de Frans 1960
F - 69657 VILLEFRANCHE-sur-SAONE

PROJET de RECHERCHE No III

RESEARCH PROJECT III

Chef de projet

Project leader

Dr. B.J. HILL
Lambeg Industrial Research Association
LISBURN BT 27 4RJ - NORTHERN IRELAND

Délégués des Instituts de Recherche

Research Institute delegates

Dr. U. EINSELE
Lehrstuhl für Textilchemie an der Universität Stuttgart
Pfaffenwaldring, 55
D - 7 STUTTGART 80 VAIHINGEN

Prof. G. Di MODICA
Direttore
Instituto di Chimica Organica Industriale
delle Università di Torino
Corso Lassimo d' Azeglio, 48
I - 10125 TORINO

Dr. WATTIEZ
ITF - LYON
Chemin des Mouilles
F - 69 ECULLY

Délégués de l' industrie

The Textile industry delegates

M. VAN LANCKER
CENTEXBEL
rue Montoyer, 24
B - 1040 BRUXELLES

Prof. Dott. G. PRATI
Direttore della Ricerca della Stazione Sperimentale
per la Cullulosa, Carta e Fibre Tessili Vegetali ed Artificiali
Piazza Leonardo da Vinci, 26
I - 20133 MILANO

Dr. A. PARISOT
Secrétaire Général de Recherche
I T F
rue des Abondances, 35
F - 92 BOULOGNE sur/SEINE

